

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
4 av de la gare  
BP 132  
48005 Mende Cedex

Mende, le 15/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCHISTES ROCHER**

le Tournel  
48170 Mont Lozère Et Goulet

Références : 2025-04-  
Code AIOT : 0006602137

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement SCHISTES ROCHER implanté LA COUMBE Saint-Julien-du-Tournel 48190 Mont Lozère et Goulet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHISTES ROCHER
- LA COUMBE Saint-Julien-du-Tournel 48190 Mont Lozère et Goulet
- Code AIOT : 0006602137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Schistes Rocher produit des lauzes de couverture et des pierres ornementales par un travail essentiellement manuel. Elle peut être amenée à effectuer des tirs de mines pour extraire les matériaux du gisement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bilan environnemental	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 3.3.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Plan de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité au présent arrêté	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 1.11	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non-conformités ont été constatées.

Concernant la déclaration à effectuer sur GEREPE mais rendue impossible par un défaut de ladite application en ligne, l'inspection demande à être tenue informée de la situation.

Concernant le plan d'exploitation, une mise à jour en est attendue dans un délai de deux mois à compter de la réception du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité au présent arrêté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 1.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, récolement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/07/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant la mise en service des installations, les dispositions ci-après doivent avoir été prises:</p>

- bornage altimétrique (de nivellement) permettant de vérifier que l'extraction des matériaux se situe au-dessus de la cote 1030 m NGF. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site
- mise en place sur chacune des voies d'accès à la carrière, de panneaux indiquant en caractères apparents son identité, et la référence de l'autorisation ;
- interdiction d'accès à toute zone dangereuse par une clôture efficace ou tout dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part à proximité des zones clôturées ;

Dans un délai maximum de un an après la notification du présent arrêté, l'exploitant :

- met en place un débourbeur/déshuileur au niveau de l'aire étanche mentionnée aux articles 4.2, 4.7 et 10.22

**Constats :**

Une borne altimétrique 1030 m NGF est implantée à l'emplacement indiqué sur le plan de la carrière.

Un panneau conforme a été installé à l'entrée du site.

L'exploitant présente les photographies des pancartes signalant le danger installées en périphérie haute du site. Le constat n'a pu être effectué in situ du fait de la topographie du site.

L'inspecteur constate la présence des dispositifs - en attente d'installation - d'une deuxième aire étanche à proximité de la zone d'extraction. Notamment, cette aire comportera un système de type débourbeur/déshuileur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Bilan environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, déclaration GERE

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente, en ce qui concerne notamment les utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées). L'exploitant transmet, dans le même délai, par voie électronique, à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

<p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas encore procédé à la déclaration annuelle prévue sur l'application en ligne GEREP.</p> <p>Les difficultés techniques rencontrées par l'exploitant ont été partiellement levées lors de cette visite d'inspection. A ce jour, la déclaration n'a pu être menée à bien indépendamment de la volonté de l'exploitant. Le problème technique en question a été signalé au pôle outils de la DREAL Occitanie, qui l'a lui-même relayé au niveau ministériel.</p> <p>Dans l'attente d'une résolution, la situation constitue une non-conformité qui n'est pas imputée à l'exploitant.</p> <p>L'inspection demande à être tenue informée dans les 30 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Plan de carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan du site.</p> <p>Ce plan n'a pas été mis à jour depuis 2019. Lors de la visite, l'exploitant prend rendez-vous avec un prestataire pour réaliser un relevé topographique et une mise à jour du plan. Ce rendez-vous est fixé en mai 2025. L'inspecteur demande la transmission du nouveau plan sous deux mois.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre un plan du site mis à jour dans un délai de 2 mois.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois